

De

CGT-Culture 1 rue des 4 fils 75003 PARIS

À

Madame la ministre de la Culture Rachida DATI 3 rue de Valois 75001 PARIS

Lettre ouverte à Rachida Dati, ministre de la Culture

Madame la Ministre,

Depuis plus de deux ans, les contractuels du ministère de la Culture réclament des actes. Qu'ils travaillent en administration centrale, dans les DRAC, les SCN ou les établissements publics, plus de 5 500 agents attendent toujours ce qui leur a été promis : une reconnaissance juste et légitime de leur travail.

Les premières réunions de concertation ont permis d'objectiver la réalité des écarts de rémunérations avec les titulaires. Les constats de l'administration ont confirmé les analyses et les chiffres avancés par la CGT: les contractuels du ministère sont parmi les agents les plus mal rémunérés de la Fonction Publique.

	Ecarts de rémunération en <u>début de carrière</u>				Ecarts de rémunération en fin de carrière			
GR1/Cat. C	Contractuels 21 325 €	Fonctionnaires 26 325 €	Ecarts		Contractuels	Fonctionnaires	Ecarts	
			5 000 €	-19%	33 672 €	40 812 €	7 140 €	-17%
GR2/Cat.B	23 629 €	28 239 €	4 610 €	-16%	43 305 €	48 145 €	4 840 €	-10%
GR3/Cat.A	31 900 €	33 039 €	1 139 €	-3%	51 394 €	74 399 €	23 005 €	-31%
GR4/Cat.A+	48 413 €	55 004 €	6 591 €	-12%	64 944 €	84 199 €	19 255 €	-23%

Le 31 juillet 2023, votre prédécesseuse signait un accord de méthode encadrant la négociation sur la revalorisation du cadre de gestion des contractuels, dit ALBANEL. L'objectif était pourtant clair et simple : réduire les écarts de rémunération injustifiables entre contractuels et titulaires ; le principe l'était tout autant : à travail égal, salaire égal !

Malgré les annonces optimistes à chaque début d'exercice et plus de deux ans après la signature de l'accord de méthode, rien de tangible ne peut être mis au compte de ces personnels.

A votre arrivée en janvier 2024, vous avez affirmé vouloir faire de ce dossier une priorité de votre mandat en reconnaissant la nécessité de résorber des inégalités salariales. Malgré des crédits votés en loi de finances, le constat d'échec a été sans appel : 9 M€ de crédits de masse salariale annulés dès février 2024 empêchant de franchir une première étape dans la résorption des écarts.

Bis repetita, dans le budget 2025, une enveloppe de 6,7 millions d'euros votée par le Parlement pour financer ces revalorisations urgentes et indispensables est de nouveau gelée par le gouvernement.

Pendant ce temps-là, le recours à des agents contractuels, souvent précaires, n'a cessé de croître dans toutes les composantes du ministère.

Aujourd'hui, on en est où?

- √ Négociations à <u>l'arrêt</u>
- ✓ Enveloppe de 6,7 M€ surgelée en 2025
- ✓ Dialogue social gelé
- ✓ <u>Zéro</u> perspective sur le budget 2026 : aucun calendrier, aucune proposition, aucun signe d'écoute !

Cette situation incompréhensible débouche sur une forme d'abandon des contractuels, un reniement de la parole donnée et une dénonciation tacite de l'accord signé avec les représentants des personnels. Ne vous étonnez pas de voir grandir la défiance entre le politique et les agent.e.s publics.

Il est temps d'agir, de tenir vos engagements et d'apporter la preuve que votre parole et vos engagements ne sont pas vains. Ce dossier n'a que trop attendu. La Culture ne se défend pas qu'en tribune : elle se défend aussi en actes, en respectant celles et ceux qui la font vivre chaque jour.

Il est urgent et impératif que vous repreniez personnellement la main sur ce dossier. Dites clairement si vos engagements seront tenus. Assumez vos choix, en toute transparence. Vous le devez aux personnels, à leur dignité et au respect du dialogue social.

Recevez sans tarder les organisations syndicales.

Pour les personnels contractuels de tout le ministère, il est urgent d'obtenir :

- ✓ Le dégel de l'enveloppe budgétaire votée en loi de finances 2025
- ✓ La reprise immédiate des négociations sur le cadre Albanel
- ✓ La mise en œuvre sans délai des revalorisations promises

Veuillez recevoir, Madame la Ministre, l'expression de nos salutations syndicales les meilleures.

Les co-secrétaires généraux de la CGT-Culture,

Emmanuelle PARENT

Yvan NAVARRO